

DIRECT LUTTE

sudeduc31@sudeducation.org

Gratuit bien sûr / N°3 / 22 Mars 2018

à faire tourner

On ne comptabilise plus les absences en vie scolaire, on pose son tablier dans les cantines, on ferme les vies scolaires, on n'aide plus les élèves à comprendre et noter le cours, on annonce qu'on ne sera pas là, on ne surveille plus la cour, il n'y a plus de salles d'études, les heures de colle n'ont pas lieu, les remplacements pas assurés, les parents ne sont pas prévenus, plus personne n'aide aux devoirs, les salles de classe ne sont plus lavées,...

On ne voit les
précaires que
quand ils et elles
sont en grève !

PRÉCARITÉ, PRÉCARITÉS Le 5 avril, s'annonce une grève des précaires. Que seraient aujourd'hui les établissements sans précaires ? On le saura le 5 avril. p.2

DES SARDINES DANS LE COMMINGES

30 élèves par classe, ça donne quoi ? L'éducation nationale transformée en conserverie nationale, "Nos élèves ne sont pas des sardines" retentira sur la place publique, à l'appel de la coordination des collègues du comminges. p. 4

CE QUE CHANGE PARCOURSUP

- Cohérent
 - Pas cohérent
- Ce sont les deux cases à cocher par les professeurs principaux de terminale concernant l'orientation des élèves. "Au vu de ta timidité, une école de droit ?" Alors Parcoursup ?
- Intelligent
 - Pas intelligent
- Lever la main ou lever le poing ? Deux choix, deux avenir.

Grève nationale des Précaires le 5 Avril

Appel de Sud éducation, 31

Au travail ?!

« Passe le concours », « Je vais pas faire ça longtemps », « de toute façon surveillant-e, ce n'est pas un vrai métier », « Je vous annonce que vous ne serez pas renouvelé-e car vous avez trop d'absences », « Le rectorat vous informe que vous ne toucherez pas l'entièreté de votre paye », « votre contrat s'arrête au mois de mars », « En conséquence, je vous informe que votre contrat de recrutement ne sera pas prolongé au-delà du 07/07/2018 ».

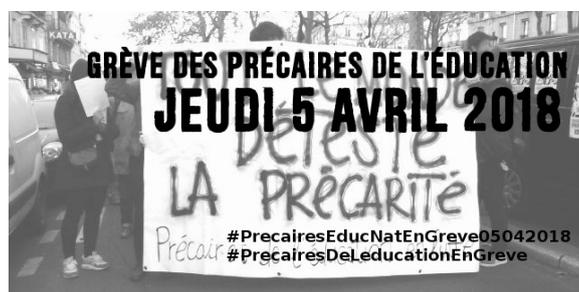
Ne pas se faire payer les vacances, subir une pression au renouvellement, recevoir une charge de travail incongrue, se faire imposer des politiques d'établissements, être sur plusieurs lieux de travail écoles, toutes ces situations sont vécues quotidiennement par les précaires dans l'éducation nationale. Il s'agit bien d'une politique publique d'embauche en contrats précaires. Il faut rappeler que « les précaires » ne sont pas responsables de leur situation. Trois exemples :

★ Aujourd'hui presque plus aucune académie n'établit de contrats de 3 ans pour les surveillants-AED alors que la loi l'autorise. Les académies préfèrent établir des contrats d'un an. Le renouvellement sonne comme une sanction possible. La continuité du travail en vie scolaire est donc difficile à maintenir.

★ Les AVS sont maintenues dans la plus grande précarité avec des salaires extrêmement bas (590 euros pour un contrat de droit public et 690 euros en CUI-CAE contrat de droit privé pour 20-22h par semaine) alors que leur rôle est grandissant. Elles n'ont aucune reconnaissance dans l'éducation nationale, leurs contrats évoluent au cas par cas, et pourtant leurs prérogatives augmentent.

★ Le remplacement est assuré dans le secondaire pour une très grande partie par des contractuel-le-s qui ne bénéficient d'aucune transparence sur le paiement, leur reconduction, leur affectation et connaissent des conditions de protection sociale inégalitaires.

★ Les contractuels du 1er degré, qui jusqu'à la rentrée 2016 n'existaient pas, ont été au nombre d'une trentaine la première année et encore davantage cette année. Ces personnes ont été affectées à un poste sans formation.



La précarité en quelques chiffres :

- 232 000 personnels non titulaires
- 22% des personnels, soit 1/5e
- 90 000 AED, 69 000 contrats aidés, 40 000 profs
- Des salaires inacceptables : 833 euros par mois pour un-e AESH à 27 heures par semaine !
- Tous secteurs confondus, au niveau national, 70 % des contrats précaires concernent les femmes et beaucoup sont à temps partiels imposés (comme pour les aides à domicile).

La grève est à construire

Ca suffit ! Titulaires, précaires, toutes et tous concerné-es, montons des caisses de grèves sur les établissements, **construisons le rapport de force dans la rue le 5 avril. La grève est possible et les précaires en ont bien sûr autant le droit que les titulaires.** Il ne peut y avoir de pressions envers les grévistes qu'ils soient contractuel-les ou titulaires, Sud éducation soutiendra tous les personnels qui en subiront.

Rassemblons-nous en assemblée générale afin de lister nos revendications et tenter de construire un mouvement collectif gagnant !

Quand les vies scolaires se mettent en grève !

Ce jeudi 22 mars s'annonce déjà une réussite avec plusieurs vies scolaires entièrement fermées (Raymond Naves, Rosa Parks, etc.). Et quand les précaires au bas de l'échelle sociale des établissements se mettent en grève, les directions tremblent. Petite anecdote dans un collège dont on taira le nom, chuuut ! Premier mail de la direction sur la grève en début de semaine avant la décision de la grève de la vie scolaire, "il y a une grève jeudi mais l'accueil sera bien assurée" (aucun problème en vue donc!) Un jour après, les AED décident la grève et plus du tout le même son de cloche, nouveau mail : "une grève très suivie, prenez vos dispositions et suivez les informations sur l'ENT"... Quand celles et ceux qu'on dénigre souvent se soulèvent c'est plus la même !

Au-C.U.L-ne hésitation !

"A été créée au début de l'année scolaire 2017-2018 en vue de permettre une unification des lycéen.ne.s de Toulouse et alentours, dans le cadre d'une lutte contre le gouvernement Macron-Philippe, et plus précisément contre le Plan étudiant : la réforme du bac, Parcoursup et Loi ORE. [...] Elle ne marche donc derrière aucun parti ou syndicat ni ne porte d'étiquette si ce n'est celle d'auto-organisation lycéenne, impulsée par les lycéen.ne.s sur la base de l'auto gestion et de décisions collectives, basées sur l'entraide. Il n'est cependant pas sous entendu que cette lutte se fait seule [...]"

Extrait de la présentation du C.U.L, Coordination Unitaire lycéenne toulouse. à suivre sur facebook ...et dans la rue.

En direct de l'université... témoignage d'un étudiant

7 mars dernier. Aux alentours d'une fin d'AG. Les réuni.e.s repoussent les murs du grand amphi. Des centaines de mains levées annoncent dans un fracas étourdissant l'entrée en blocage permanent de la fac.

La combativité des trois mois de luttes passées à s'informer, débattre, s'organiser contre les réformes du gouvernement en matière d'éducation porte inexorablement ses fruits.

Depuis plus de deux semaines, la fac vit au rythme de la grève, peut-être à moins nombreux.se.s mais certainement bien loin des logiques d'excellences qu'on nous sert sur le plateau d'argent de la réussite pour tous.te.s.

Quand on cause blocage, c'est de toute une politique de la hiérarchie, du libéral, de la méritocratie, de la compétition dont il est question. Pour laquelle on façonne des espaces contraints, des couloirs aseptisés, un lieu replié sur lui-même localement mais qui vise l'excellence internationale.

Il est de mise dans les mouvements étudiants la criminalisation de cette ré-appropriation de l'usage par les "usagers". Anti-bloqueurs.se.s, médias, élus, main dans la main pour un retour à la norme. Jusqu'à lundi dernier, où le rendu tombe. Malgré tous les efforts du président Lacroix et de sa clique, la fac ne sera excellente, elle ne passera pas par la case départ et ne gagnera pas 25 millions. Une victoire pour la lutte.

12h30, le lendemain. Le Mirail devient une affaire d'Etat. La fac est décrétée ingouvernable par le

ministère de l'enseignement supérieur, les conseils d'administration sont destitués, la fac mise sous tutelle du rectorat. Le premier ministre demande une intervention policière dans les jours qui suivent.

La réaction est immédiate. Dans les heures qui suivent, ce sont 500 personnes qui se retrouvent en urgence sur la fac pour organiser la résistance. Des messages et communiqués de soutien noircissent des pages partout en France. Des facs en lutte sont immédiatement bloquées, un rassemblement de 200 personnes scandent des "Toulouse vivra, Toulouse vaincra" depuis la Sorbonne. La convergence a pris de l'élan.



Pas plus de 25 par classe au Comminges et ailleurs !

Dans le Comminges , une coordination des collèges a lancé une lutte pour fonctionner avec des moyens à hauteurs des besoins.

LES ÉLÈVES NE SONT PAS DES SARDINES !

"Les collèges Leclerc de Saint-Gaudens et Trois Vallées de Salies du Salat perdront des classes à la rentrée prochaine. Le collège Armand Latour à Aspet a des élèves en plus, mais pas de classe en plus. Quand on perd une classe, on met les élèves qui restent dans moins de classes, donc on augmente leur nombre



dans la salle... Du coup, les élèves seront serrés à 30 dans certaines classes ! Ce n'est pas bien car on ne peut pas faire un travail de qualité, s'occuper pleinement des élèves, prendre en compte leurs besoins et leurs difficultés quand ils sont noyés dans un groupe aussi important."

(extrait du tract des personnels en lutte). Une action est organisée ce 22 mars à St-Gaudens pour dénoncer les manques de moyen. Et tout ça avant une plus grande action, le 29 mars à St-Gaudens, affaire à suivre...

Détour luttes

- ★ Blocage et occupation de plusieurs universités (Bordeaux , Nantes, Rennes, Montpellier, Toulouse le Mirail et plein d'autres encore !
- ★ Manif lycéenne à Paris le 22 mars à 11h.
- ★ Plus de 25% de grévistes dans le primaire, 18 écoles fermées à Toulouse et beaucoup de grévistes dans le secondaire.
- ★ Mouvement de grève à la SNCF, les assemblées générales de cheminot-e-s décideront des modalités, à suivre !
- ★ Grèves dans les Finances publiques, dans l'Aérien, l'énergie, le commerce, les PTT, coordonnons-nous !!

Grèves et assemblées c'est la justice !



Bizarrement on ne parlera pas de la grève des cheminot-e-s. Parmi les centaines de grève en cours, on va parler de celle dans le milieu de la justice, et oui, toutes les grèves se valent ! Un budget pas à la hauteur, une précarisation des agent-e-s, une dégradation des conditions de travail mais aussi une justice encore plus à la charge pour les précaires. En assemblée les grévistes de Toulouse ont décidé le 21 mars, la grève jusqu'au 3 avril avec assistance "bénévole" sur tous les contentieux avec question de liberté. Et ce 22 mars, c'est journée "morte" pour un mouvement qui se veut unitaire avec les autres luttes de la Fonction Publique !

Vu au Mirail

Le plan d'action du Mirail est bien entamé, on en est à la moitié ! Une équipe de Direct Lutte s'est rendu sur place. Après les nombreux articles de nos confrères de la Dépêche, on s'est dit qu'il ne fallait pas louper ça. Après une courte soirée de mardi soir après la menace d'expulsion où plus de 200 personnes vivaient une belle grève au rythme des jeux de carte, de tout type d'instruments et même de musique qui ne faisait pas toujours consensus (la hardteck ça marche pas tout le temps!) Le réveil ce mercredi était plus difficile après une courte nuit mais l'université était toujours vivante avec un micro ouvert RAP, des ateliers affiches, de nombreuses commissions, des groupes qui surveillaient les entrées de l'université. Une fac en grève mais qui a besoin d'être rejointe pour finir ce plan pour notre futur qui reste à construire !

